

La Bourse à la rescousse



Le tarissement avancé des ressources financières publiques et bancaires, du fait du retournement durable de la conjoncture pétrolière, incite désormais les pouvoirs publics à réactiver le marché des capitaux d'Alger.

Longtemps contenté par la rente confortable du pétrole cher, l'Etat semble désormais contraint d'envisager des modes de financement alternatifs en se préparant d'emblée à solliciter l'épargne domestique par le biais de la Bourse des valeurs mobilières. Le marché des capitaux d'Alger offre effectivement une alternative avantageuse pour le financement de l'économie, au regard notamment de la baisse des liquidités bancaires, nous confirme en ce sens le directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), Yazid Benmouhoub.

Interrogé dans ce contexte sur l'implication de la SGBV dans la préparation de l'emprunt obligataire national que prévoit de lancer l'Etat vers le mois d'avril prochain, le directeur général de la Bourse nous a expliqué qu'en l'état actuel de ce processus, les instances du marché boursier n'ont pas encore été sollicitées pour y prendre pleinement part.

Ceci étant, a-t-il estimé, un tel emprunt doit nécessairement être ouvert à un large public d'épargnants institutionnels et particuliers, de même qu'il doit être coté à la Bourse pour qu'il puisse effectivement avoir le succès escompté. Selon lui, il y a néanmoins un réel gisement d'épargne qui pourra être drainé par cette importante émission d'obligations, d'autant qu'il est question, a-t-il argumenté, de valeurs d'Etat assorties d'un taux de rendement captivant, donc d'un placement boursier à la fois sûr et rentable.

Tel qu'annoncé par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, l'emprunt obligataire national que prévoit de lancer l'Etat propose en effet un taux d'intérêt de 5%, ce qui devrait en faire un produit d'épargne

alléchant, avec une rémunération qui dépasserait ainsi largement celle des dépôts bancaires classiques, assortis, eux, de taux d'intérêt ne dépassant pas les 2%. Quoi qu'il en soit, l'intention du gouvernement de recourir au marché obligataire pour collecter les fonds nécessaires au financement de l'investissement dénote à la fois de l'acuité de la crise qui pèse sur les finances publiques, mais aussi d'une volonté d'œuvrer à canaliser les ressources circulant hors circuits bancaires. Outre cette opération d'emprunt national, l'Etat, nous confirme Yazid Benmouhoub, envisagerait de favoriser des ouvertures de capital de sociétés publiques par le biais du marché des capitaux, tout comme il prévoit de favoriser de nouvelles émissions d'obligations pour le financement de ces grandes entités économiques.

En ce sens, indique notre interlocuteur, le groupe Sonelgaz se prépare déjà à lancer un nouvel emprunt obligataire pour faire face, en partie, aux besoins de financement de son vaste programme d'investissement. Aussi, selon le directeur de la SGVB, la faiblesse actuelle des ressources financières publiques et bancaires devrait susciter un certain reflux des entreprises vers les marchés boursier et obligataire pour y collecter les fonds nécessaires au financement de leurs investissements.

Akli Rezouali